

**La préservation de la santé du public  
comme outil de croissance économique et de prospérité à long terme**  
Réaction de la Coalition canadienne pour la santé publique au 21<sup>e</sup> siècle au Budget 2010

5 mars 2010 (Ottawa) – La Coalition canadienne pour la santé publique au 21<sup>e</sup> siècle (CCSP21), un réseau de 32 organismes sans but lucratif, associations professionnelles, organismes caritatifs du domaine de la santé et chercheurs universitaires du pays qui ont pour objectif commun d'améliorer et de soutenir la santé des Canadiens, exprime des éloges mesurés quant au Budget 2010 du gouvernement du Canada.

« Les membres de notre Coalition comprennent les obstacles que doit surmonter le gouvernement fédéral pour que le Canada retrouve l'équilibre budgétaire. Nous croyons cependant que la santé publique est sous-financée et qu'elle manque de ressources, même en période de prospérité. La promotion de la santé et la prévention des maladies sont trop importantes pour être négligées », affirme la coprésidente de la Coalition, Pamela Fralick, qui est aussi présidente et chef de la direction de l'Association canadienne des soins de santé (ACS). « Nous attendons avec intérêt de travailler avec le gouvernement pour que le Canada continue à faire les investissements nécessaires en santé publique; le résultat sera une main-d'œuvre en bonne santé. »

La CCSP21 avait invité le gouvernement fédéral à maintenir et si possible à accroître l'enveloppe budgétaire des programmes de prévention des maladies et de protection et de promotion de la santé de l'Agence de la santé publique du Canada et de Santé Canada. Elle avait aussi invité le gouvernement à investir davantage dans la recherche en santé et à appuyer des mécanismes de développement des effectifs de la santé publique du pays. La Coalition salue les investissements annoncés, qui devraient avoir un impact positif sur la santé, mais elle craint que les examens stratégiques et les mécanismes de limitation des coûts n'aient une incidence négative sur le financement fédéral de programmes très nécessaires en protection de la santé, en prévention des maladies et en promotion de la santé.

« Notre pays a vécu une situation unique l'an dernier. Le système de santé publique a très bien résisté aux deux vagues de grippe H1N1, mais en étirant ses ressources au maximum », affirme Debra Lynkowski, coprésidente de la Coalition et chef de direction de l'Association canadienne de santé publique (ACSP). « Heureusement qu'il n'y a pas eu d'autre urgence sanitaire en même temps. Ce n'est pas le moment de faire des compressions dans les services de santé publique essentiels. »

La CCSP21 est heureuse de voir que le gouvernement fédéral a l'intention de maintenir l'augmentation annuelle prévue du Transfert canadien pour la santé. Cela devrait aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à investir dans les services et les fonctions de santé publique ainsi que dans les services de santé. La Coalition note aussi avec satisfaction le renouvellement et, dans certains cas, le financement accru de programmes qui auront un impact positif sur la santé et le bien-être de certains groupes. Le maintien des investissements dans les infrastructures matérielles des réserves autochtones, les fonds pour les personnes vivant avec des lésions de la moelle épinière et les sommes supplémentaires pour la recherche sur les isotopes médicaux sont les bienvenus. Les membres de la Coalition ont aussi été heureux de noter une augmentation, quoique très mineure, dans le financement des trois organismes de subventions du pays, en particulier les Instituts de recherche en santé du Canada.

Toutefois, la CCSP21 est préoccupée par le fait que des programmes dont le financement tire à sa fin, comme la Stratégie nationale d'immunisation, ne soient pas mentionnés dans le budget. Elle craint aussi pour le financement fédéral des transferts aux provinces et aux territoires à l'appui des services de santé dans les années à venir.

« Le système de santé publique vise à préserver la santé et la productivité des Canadiens. Nos vies, notre croissance économique et notre prospérité à long terme dépendent d'infrastructures en santé publique efficaces, bien huilées et dotées de toutes les ressources nécessaires, ajoute M<sup>me</sup> Lynkowski. Selon la Coalition, c'est maintenant qu'il faut renforcer les infrastructures et les services de santé publique du pays et y investir. »

Pamela Fralick, coprésidente, CCSP21  
(présidente et chef de la direction,  
Association canadienne des soins de santé)

Debra Lynkowski, coprésidente, CCSP21  
(chef de direction, Association canadienne de santé  
publique)